

Bilan dévastateur à Gaza

Michaël Séguin

Numéro 775, novembre–décembre 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/72898ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Séguin, M. (2014). Bilan dévastateur à Gaza. *Relations*, (775), 5–6.

Bilan dévastateur à Gaza

Hormis peut-être la peur engendrée des deux côtés, l'opération militaire à Gaza a été asymétrique du début à la fin.

MICHAËL SÉGUIN

Au terme des 50 jours qu'aura duré l'opération militaire israélienne «Bordure protectrice», du 8 juillet au 26 août 2014, chaque camp est victorieux. Du côté israélien, le premier ministre Benjamin Netanyahu défend que les tunnels entre Israël et Gaza ont été détruits, que 1000 militants du Hamas ont été tués et que le groupe a été fortement affaibli. Du côté palestinien, le leader du Hamas, Khaled Meshal, affirme que la résistance armée a prouvé son efficacité, qu'elle a fait reculer le siège israélien sur Gaza et qu'Israël n'a pas réussi à ébranler le gouvernement d'unité nationale palestinien, établi en avril 2014. Mais comment parler de victoire dans une relation de pouvoir aussi asymétrique entre le colonisateur et le colonisé? L'étendue de la destruction semble plutôt parler d'elle-même...

L'opération «Bordure protectrice» présente d'abord un terrible bilan en matière de vies humaines sacrifiées.

Selon l'ONG Euro-Mid Observer for Human Rights, en date du 28 août, on comptait 2147 morts (dont 530 enfants et 302 femmes) et 10 870 blessés chez les Palestiniens, contre 70 morts (dont un enfant et une femme) et 720 blessés chez les Israéliens. De plus, jusqu'à 81% des victimes palestiniennes seraient des civils, alors que 9% seulement le sont du côté israélien, ce qui contreviendrait au droit de la guerre qui interdit d'attaquer délibérément des non-combattants.

La radicalité des moyens pris par Israël est en cause. Après 5226 attaques menées à partir des airs, du sol et de la mer, une centaine de milliers de personnes se retrouvent aujourd'hui sans toit dans un territoire grand comme l'île de Montréal, déjà affecté par une grave pénurie d'habitations. Selon un rapport du Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU, sur les 44 300 unités de logement qui ont été endommagées (soit 13% des maisons de Gaza), 18 000 ont été complètement ou partiellement détruites. Alors qu'un

L'auteur, doctorant en sociologie, est boursier au Centre justice et foi



Radio-Canada stipule en effet que le diffuseur public «devrait offrir des services de radio et de télévision qui comportent une très large programmation qui renseigne, éclaire et divertit» en plus d'offrir du contenu canadien en français et en anglais partout au pays et de contribuer au partage d'une conscience et d'une identité nationales.

Ainsi, en 2013, plus de la moitié des sommes totales investies dans la production de contenu canadien l'ont été par Radio-Canada/CBC, soit 701 millions de dollars. Comparativement, l'ensemble des télévisions privées au pays, francophones comme anglophones, a consacré en tout 605 millions de dollars à des émissions canadiennes.

Devant la volonté manifeste du gouvernement conservateur de démanteler Radio-Canada/CBC sous les yeux impassibles et complices du CRTC, un débat public s'impose pour entreprendre collectivement une réflexion sur l'avenir de notre diffuseur public. Dans son *Livre blanc sur l'avenir de Radio-Canada/CBC*, le groupe Tous amis de Radio-Canada propose la tenue immédiate d'une commission parlementaire pour répondre à certaines questions fondamentales: avons-nous encore besoin d'un diffuseur public national? Et si oui, comment doit-il être financé, quel genre de programmation doit-il diffuser et, surtout, comment devrait-il être dirigé? Autrement dit: qui contrôle le diffuseur public? Ces questions sont cruciales non seulement pour Radio-Canada/CBC et ses employés, mais aussi, surtout, pour la santé démocratique du Canada. ●

1. Abdul Waheed Khan, «La Radiotélévision de service public: une sélection de bonnes pratiques», UNESCO, 2005.



Palestinienne faisant son pain dans les ruines de sa maison à Khan Younés, 21 septembre 2014. Photo: CP/ © Rex Features



L'auteure est rédactrice
en chef adjointe
de Relations

déficit de 200 écoles existait déjà à Gaza, 26 écoles ont été détruites et 122 autres endommagées. Quant aux hôpitaux, 15 sur 32 ont été touchés. On pourrait continuer la liste encore longtemps, puisqu'il n'y a aucune infrastructure qui n'ait pas été atteinte à Gaza (gouvernement, commerces, usines, bateaux, centrale électrique, centre de traitement des eaux, mosquées, églises, cimetières, etc.). Selon le réseau humanitaire Shelter Cluster, il faudra environ 20 ans pour reconstruire Gaza compte tenu de l'étendue de la destruction et du strict contrôle des frontières qu'imposent autant l'Égypte qu'Israël. Cette reconstruction pourrait coûter plus de six milliards de dollars.

En comparaison, les dégâts causés à Israël par le Hamas sont sans commune mesure. Selon l'armée israélienne, 4564 projectiles (pour la plupart des roquettes) ont été lancés sur le sud et le centre d'Israël, mais seulement 224 ont atteint les zones peuplées et 735 ont été interceptés par le système antimissile. Ils ont fait des victimes, mais leur principal effet a été de terroriser la population israélienne, appelée aux abris plusieurs fois par jour.

Toutefois, malgré la domination écrasante d'Israël, force est d'admettre que le Hamas a partiellement réussi par la voie militaire là où le Fatah a échoué par la voie diplomatique, c'est-à-dire faire reculer Israël. La trêve négociée a permis d'alléger le siège sur Gaza en gagnant quelques mètres de plus pour que les agriculteurs puissent cultiver leurs terres et les pêcheurs pêcher leur poisson. Maintenant, cela augure-t-il mieux pour l'avenir des Israéliens et des Palestiniens? La réponse est non, du moins, pas tant qu'une forte pression ne sera exercée sur Israël par la communauté internationale, y compris par la société civile, pour que prenne fin sa conquête coloniale qui se poursuit toujours en toute impunité. ●

Marche de l'unité des
peuples, 21 août 2014,
Ottawa. Photo : Ben
Powless

Forum social des peuples : mission accomplie?

Sans précédent par la représentativité et la diversité des acteurs sociaux qu'il a rassemblés, le Forum social des peuples a amorcé un processus important au Canada.

CATHERINE CARON

C'est à partir du diagnostic qu'il faut construire d'urgence un mouvement social capable d'infliger une défaite au gouvernement Harper aux prochaines élections fédérales que le Forum social des peuples (FSP) s'est organisé et tenu à Ottawa du 21 au 24 août dernier. Un tel forum était vu comme un outil intéressant pour faire converger et travailler ensemble les citoyens et groupes sociaux en lutte contre les politiques de ce gouvernement. Mission accomplie? Avec de modestes ressources, dans le contexte d'un vaste pays où les mouve-

ments et groupes sociaux sont en général moins forts et organisés qu'au Québec et où il nous faut dépasser ce qui divise Québécois, Canadiens, Autochtones, Acadiens, etc., le résultat est appréciable et sans précédent, même si beaucoup reste à faire.

Plus familiers avec les forums sociaux, les Québécois composaient sans surprise entre 30% et 40% des quelque 5000 participants, avec des organismes comme la CSN, la FTQ et Alternatives, entre autres, qui ont joué un rôle moteur. Hors Québec, la majorité n'avait jamais participé à un forum social, dont plusieurs chefs syndicaux et militants qui y ont passé plusieurs

